

Berne, le 11 avril 2018

PROJET POPULAIRE POUR UNE AIDE SOCIALE EFFICACE

Une large alliance d'associations et de partis lance un projet populaire pour une aide sociale efficace. Le comité « Aide sociale efficace » n'est pas d'accord avec les coupes dans l'aide sociale décidées par le Grand Conseil. Mais au lieu de simplement lancer un référendum, il propose un certain nombre de mesures nettement plus efficaces qui sont aussi profitables aux bénéficiaires de l'aide sociale.

Lors de sa session de mars, le Grand Conseil a adopté le projet de révision de la loi sur l'aide sociale, lequel prévoit des coupes de 8 %, voire de 30 % pour certaines personnes, sur le forfait pour l'entretien. Une large alliance de fédérations, associations et partis refuse ce plan d'austérité et a décidé de lui opposer un projet populaire constructif.

La révision de la loi sur l'aide sociale approuvée par le Grand Conseil est pour une large part un démantèlement des prestations. Cela touchera avant tout les enfants et les jeunes, qui représentent un tiers des personnes prises en charge par l'aide sociale. La majorité bourgeoise au Parlement espère ainsi d'une part réduire les dépenses du canton et d'autre part encourager les bénéficiaires de l'aide sociale à réintégrer le monde du travail en leur mettant la pression. Le comité « Aide sociale efficace » doute que ce soit en leur coupant les vivres que ces derniers vont retrouver plus vite un emploi. Il vaudrait mieux commencer par créer les places de travail nécessaires, et donner aux bénéficiaires de l'aide sociale la possibilité de se perfectionner pour faire la différence sur le marché de l'emploi. La révision de la loi sur l'aide sociale attribue déjà plus de poids au rôle de l'économie ; nous reprenons cette idée dans notre projet, mais le comité demande également que le canton propose une offre ciblée de perfectionnement professionnel pour aider les personnes à l'aide sociale à retrouver un emploi. Il faudrait en outre que les chômeurs de plus de 55 ans ne soient plus soutenus par l'aide sociale, mais qu'ils reçoivent des prestations complémentaires à l'AVS/AI. Ce serait une bonne manière de traiter ces personnes dans le respect de leur dignité tout en leur évitant de tomber dans la pauvreté. Enfin, le comité réclame des prestations d'appoint conformes aux taux de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) reconnus dans toute la Suisse.

De cette façon, il y aurait à long terme moins de gens dépendants de l'aide sociale, ce qui serait tout bénéfique, et pour eux et pour les finances du canton, et laisserait en même temps plus de moyens pour donner aux personnes encore à l'aide sociale un soutien suffisant pour vivre dignement.

Le comité commencera la collecte de signatures le 18 avril avec la publication du projet populaire dans la feuille d'avis officielle. Il est convaincu qu'il parviendra à récolter les 10'000 signatures attestées nécessaires dans le délai de trois mois imparti.

Le comité « Pour une aide sociale efficace »

PS du canton de Berne | Les Verts du canton de Berne | PEV du canton de Berne | AvenirSocial | KABBA | Angestellte Bern | Organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région OIS | Juristes démocrates de Berne | GAP | Union syndicale du canton de Berne | GMS | Ja! | JS | Jeunes Verts | Comité Stop aux coupes | Kriso | Netzwerk Soziokultur Bern | PST | Eglises réformées Berne-Jura-Soleure | Verkehrt | SSP

Annexe

Dossier des medias

Renseignements complémentaires

Margrit Junker Burkhard, députée au Grand Conseil, vice-présidente du PS du canton de Berne, 079 377 75 21

Andrea de Meuron, députée au Grand Conseil, présidente du groupe Les Verts, 079 695 75 75

Barbara Streit, députée PEV au Grand Conseil, 079 783 54 78

Stéphane Beuchat, co-secrétaire général d'AvenirSocial, 079 778 34 12

Thomas Näf, président de KABBA, Comité des chômeurs et victimes de la pauvreté, 079 535 72

44